



LE COMMUNARD



Ouvreur de débats

Question d'actu : *l'enjeu central des retraites*¹

Qu'est-ce que la retraite ? Ce n'est pas du temps où l'on ne fait rien, mais du temps où l'on fait ce qu'on veut. Ce n'est pas du temps non-travaillé, mais du temps libre. En un mot, c'est du travail libre, non-aliéné.

Il est nécessaire de rompre avec l'idée fautive selon laquelle le retraité ne travaille pas. Admettre cette équivalence entre retraite et non travail revient à entrer dans la logique capitaliste, qui veut définir le travail par son caractère aliéné, c'est-à-dire rendu étranger à soi. Le problème est dans la définition du travail. Deux possibilités existent. Soit le travail est considéré comme une souffrance, par nature, auquel cas les conditions de son exécution ne comptent pas et aucune revendication n'est plus légitime. Soit on considère le travail comme une source d'épanouissement, comme une activité proprement humaine. Dans ce cas, le travail exploité, aliéné, cesse d'être du travail.

Les retraites, au fond, c'est un objet de lutte entre travail et capital, opposant d'un côté le travail véritable, émancipé, de l'autre ce que le capital aimerait à faire passer pour du travail, une activité productive aliénée, exploitée, dont les produits appartiennent à un autre.

VN

Analyse : *L'aliénation par le travail*

Être aliéné, c'est être rendu étranger à soi-même. Comment le travail nous rend-il étrangers à nous-mêmes ? Le travail est une activité créatrice, proprement humaine, épanouissante car profondément subjective. Or, dans une économie capitaliste, cette activité est mise au service d'un tiers, sous l'empire de la nécessité. Ces deux caractéristiques transforment sa nature. Soumise à la nécessité, elle n'est pas libre, soumise à un autre, elle cesse de nous appartenir. Mais qu'est-ce que le produit du travail, sinon la matérialisation du temps passé ? Quand on produit une chose, celle-ci condense du temps de vie. Si cette activité productive n'a pas de sens, si son produit est donné à un autre, alors c'est le temps qu'elle contient qui n'a pas de sens ou qui nous échappe.

De ce fait, travailler pour un tiers, être salarié, c'est donner son temps de vie, son existence, à un tiers, en lui donnant en même temps le produit réalisé avec ce temps. Ce type de travail, alors, dépourvu de sens, dépourvu de fruit, subordonné à un tiers à cause de la nécessité de survie, n'est plus du travail réel et devient aliénant. En effet, perdre la maîtrise de son temps propre, non par un choix libre mais contraint par la survie, consacrer ce temps à une activité sans sens et sans produit, c'est se rendre étranger à soi-même. Là est le processus de l'aliénation : le travail subordonné nous prive de nous-mêmes.

Le point de départ de ce processus est l'acte de vente de la force de travail, que nous examinerons dans le prochain numéro.

¹ Pour aller plus loin : FRIOT Bernard, *Prenons le pouvoir sur nos retraites*, La Dispute, 112 pages.

Que faire ? *Le cas des universités*

Dans les périodes telles que celle que nous traversons, nous voyons souvent les universités bloquées, fermées. Quand on voit que c'est précisément le choix que font les présidences de ces mêmes universités, dès lors que la grève ou le blocage menacent, on peut se demander si blocages et fermetures forcées représentent réellement un intérêt pour les citoyens.

Après tout, que gagne-t-on à chaque recul de l'instruction ? On peut se le demander : il est toujours plus facile d'étendre sa domination sur des gens moins instruits, sans même parler des économies réalisées sur le salaires des enseignants.

Que faire alors de ces vastes bâtiments ? Se les réapproprier. Les jours de grève, l'université ne doit pas être fermée, elle doit être ouverte, par tous les moyens, pour tout le monde, pour dispenser des cours, organiser des débats. Tous les intéressés doivent être mobilisés à cette fin. Tout un chacun doit avoir accès à l'économie, à la philosophie, à l'histoire, aux sciences. C'est à cette seule condition que, collectivement, nous nous élèverons et nous doterons des moyens intellectuels et analytiques de nos ambitions concrètes. Comprendre une situation, la comprendre librement, par le débat et la libre pensée, voilà ce qui fait de nous des citoyens.

À la prochaine occasion, donc, ouvrons les universités, organisons des débats, des cours, des conférences, que tous les intéressés soient invités, que la parole soit libre : la culture et l'instruction suivront.

PA

L'œuvre : lire *Le Capital de Marx : la théorie de la valeur I, valeur d'échange et valeur d'usage*

Le premier chapitre du *Capital* porte sur la valeur (des choses, il ne s'agit pas ici de valeur culturelle ou intellectuelle).

Rappelons pour commencer une distinction élémentaire et capitale. La valeur d'usage d'une chose réside dans l'utilité qu'elle a pour nous, par rapport à un besoin. De ce fait, elle n'est pas quantifiable. Par conséquent, dès lors que l'échange a lieu, quantifier la valeur devient nécessaire : c'est là qu'apparaît la valeur d'échange. Celle-ci est la mesure commune aux choses qui permet de les échanger. Ainsi, un vêtement a une valeur d'usage (tenir chaud) et une valeur d'échange (ce contre quoi on va l'échanger).

Marx démontre que le seul étalon commun des marchandises, qui détermine la valeur d'échange, est le travail. En effet, le seul élément quantifiable qui leur est commun c'est le temps de travail passé à leur production. On aurait envie de parler de la valeur des matières premières, mais celle-ci n'est, à son tour, que la quantité de travail que celles-ci contiennent. La valeur d'une marchandise donnée est donc le travail qu'elle contient.

Partant, toute valeur est en fait une quantité de travail fixée dans la marchandise. C'est cela qui permet de quantifier la valeur d'échange. « La mesure de la valeur est le travail », dit Marx (*Le Capital*, p. 116)².

SG

² Pour aller plus loin : MARX Karl, *Le Capital*, Livre I, Gallimard, 1053 pages.